

BRICORAMA SA

Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €.
Siège social : 21a boulevard Jean Monnet - ZAC des Boutareines, 94 350 Villiers-sur-Marne
957 504 608 R.C.S. Créteil

Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2017.

I. – Rapport d'activité semestriel.

Sur l'ensemble du premier semestre 2017 et à périmètre courant, les ventes se sont élevées sensiblement au même niveau qu'au premier semestre 2016, soit à 365,4 millions d'euros.

En France, les ventes réalisées durant ce semestre sont de 242 millions d'euros en retrait de 1,5 % par rapport à l'an passé. Le 2^{ème} trimestre à 135,8 millions d'euros ayant toutefois permis d'afficher une progression de 0,7 % sur 2016.

Au Benelux, la progression des ventes est de 5,4 % et concerne la Belgique pour 1,8 % tandis que les Pays-Bas persistent sur la tendance déjà notée lors des 3 derniers trimestres, avec une progression de 3,6 %.

En Espagne, les ventes sont en retrait de 12,8 %. Cette évolution étant due à l'ouverture de concurrent direct à proximité de site Bricoking racheté l'an passé ainsi qu'à la fermeture d'un magasin en début d'année.

II. – Profil du groupe.

Nombre de magasins	Au 30/06/2016	Au 30/06/2017
France	102	106
Pays-Bas	34	34
Espagne	12	11
Belgique	40	41
Franchisés	59	64
TOTAL	247	256

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités.

Suivi du litige Bricorama SA/JG Capital Management : le litige évoqué les années précédentes et relatif à deux assignations de la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama est toujours en cours. Ce litige est sans impact sur les comptes présentés.

Suivi du litige avec le bailleur sur la fermeture anticipée du magasin de Séville : le groupe a été condamné en 2015 au règlement de la somme de 8 666 412,50 €. Cette somme a été payée à ce jour. Le groupe s'est par ailleurs pourvu en Cassation devant la Cour Suprême de Madrid.

Comme les années précédentes, l'activité bricolage du groupe n'est pas affectée par un phénomène de saisonnalité, au niveau de chaque semestre.

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux identifiés dans le chapitre II.4 du rapport d'activité 2016.

IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2017.

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Chiffre d'affaires	10	365 451,9	365 793,8	717 100,9
Autres produits de l'activité		11 527,7	10 699,2	18 691,9
Achats consommés		-230 727,2	-224 192,2	-437 135,2
Charges externes		-61 397,5	-60 526,0	-118 182,5
Charges de personnel		-63 662,9	-65 922,8	-130 712,4
Impôts et taxes		-6 893,1	-7 266,8	-9 959,0
Dotations aux amortissements		-8 049,7	-8 260,1	-16 641,6
Dotations aux provisions		-1 448,1	-896,0	-2 218,9
Variation de stocks d'en-cours et produits finis		0,0	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	11	3 906,8	4 186,4	9 472,6
Résultat opérationnel courant		8 707,8	13 615,5	30 415,9
Résultat sur cession participations conso				0,2
Autres produits et charges opérationnels	12	-4 075,7	-688,4	-6 732,0
Résultat opérationnel		4 632,1	12 927,1	23 684,2
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		185,4	192,2	206,2
Coût de l'endettement financier brut		-856,1	-948,2	-1 828,3
Coût de l'endettement financier net		-670,7	-756,0	-1 622,1
Autres produits et charges financiers		-914,8	-1 178,8	-2 588,9
Résultat avant impôt		3 046,6	10 992,4	19 473,2
Impôt sur les bénéfices	13	-2 939,1	-3 536,9	-8 769,2
Quote-part mise en équivalence		47,5	33,1	65,5
Résultat des activités destinées à être cédées		0,0	0,0	0,0
Résultat net total		154,9	7 488,6	10 769,5
Part du groupe		155,6	7 488,5	10 769,3
Part des minoritaires		-0,6	0,1	0,2
Résultat par action (euros)		0,02	1,2	1,7

V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du Résultat global ».

(en milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016
Résultat net consolidé	154,9	7 488,6
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente		
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	1 383,8	-1 730,2
Différences de conversion	-63,4	-58,9
Retraitement actions propres	5,3	-1,0
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies	117,5	-351,1
Autres éléments du Résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	1 443,2	-2 141,2
Résultat global consolidé (1)	1 598,2	5 347,3
Dont Résultat global part des minoritaires	-0,6	0,0
Dont Résultat global part du groupe	1 597,6	5 347,3
Résultat global par action (euros)	0,3	0,9

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôt.

VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2017.
(En milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Goodwill	3	195 099,5	194 913,4
Autres immobilisations incorporelles	3	2 540,0	2 357,3
Immobilisations corporelles	3	82 339,2	84 971,4
Participation entreprises associées		1 599,7	1 648,2
Autres actifs non courants		12 734,9	12 384,1
Actif d'impôt différé		736,0	888,9
Total actifs non courants		295 049,3	297 163,4
Stocks et en cours	4	250 375,3	236 323,6
Clients et autres débiteurs	5	21 481,7	17 105,6
Autres actifs courants	5	39 320,1	41 770,7
Actifs d'impôts courants		2 680,8	126,0
Actifs financiers à la juste valeur	6	0,1	0,1
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6	25 105,1	39 885,3
Total actifs courants		388 963,3	335 211,3
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
Total actif		634 012,5	632 374,7

Passif	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Capital		31 106,7	31 106,7
Prime liée au capital		13 412,3	13 412,3
Réserves		273 263,5	267 272,2
Résultat de l'exercice		155,6	10 769,3
Intérêts minoritaires		39,9	40,7
Total des capitaux propres		317 978,0	322 601,3
Emprunts et dettes financières à long terme	7	113 565,5	122 186,4
Passif d'impôt non courant		3 798,5	2 651,0
Engagement envers le personnel	8	8 056,5	8 122,8
Provision à long terme	8	1 195,4	1 125,7
Autres passifs non courants			
Total passifs non-courants		126 615,9	134 085,9
Fournisseurs et comptes rattachés	9	89 128,5	85 840,6
Emprunt à court terme	6	36 020,2	24 328,5
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	6	27 239,0	26 888,5
Passif d'impôt courant	9	410,7	2 247,7
Provisions à court terme	8		
Autres passifs courants	9	36 620,0	36 382,2
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés			
Total passifs courants		189 418,7	175 687,5
Total passif		634 012,5	632 374,7

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2017.
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2016	31 107	4 073	282 013	318 364	41	318 405
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecarts de conversion			-59	-59		-59
Résultat de la période			7 489	7 489		7 489
Total des pertes et profits de la période			7 430	7 430		7 430
Dividendes versés						
Autres variations						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39		-1 732		-1 732		-1 732
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		-351		-351		-351
Variation périmètre						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2016	31 107	1 990	289 443	323 711	41	323 751

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2017	31 107	3 657	287 795	322 560	41	322 601
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecarts de conversion			-63	-63		-63
Résultat de la période			155	156	-1	155
Total des pertes et profits de la période			92	92		92
Dividendes versés			-6 222	-6 222		-6 222
Autres variations						
Mouvements sur actions propres		5		5		5
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39		1 384		1 384		1 384
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		117		117		117
Variation périmètre						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2017	31 107	5 163	281 665	317 937	40	317 977

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie.
(en milliers d'euros)

	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Résultat net total consolidé	155	7 489	10 769
Ajustements :			
Elimination des mises en équivalence	-47	-33	-65
Elimination des amortissements et provisions	8 082	8 355	21 180
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	1 816	171	584
Pertes latentes liées aux variations de juste valeur	-2	0	0
Autres produits et charges sans incidence trésorerie	0	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	10 003	15 981	32 469
Elimination de la charge (produit) d'impôt	2 938	3 528	8 751
Elimination du coût de l'endettement financier net	671	756	1 622
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	13 612	20 265	42 842
Incidence de la variation du BFR	-10 648	-29 702	-102
Impôts payés	-5 988	596	-4 058
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-3 024	-8 840	38 683
Incidence des variations de périmètre	-3 207	0	-1 516
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-5 553	-8 687	-20 676
Acquisitions d'actifs financiers	0	0	-50
Variation des prêts et avances consentis	54	-222	-786
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	25	479	488
Dividendes reçus	96	0	96
Cessions d'actifs financiers			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-8 584	-8 430	-22 443
Augmentations de capital			
Emissions d'emprunts	19 381	19 010	54 527
Remboursements d'emprunts	-17 573	-14 121	-56 273
Intérêts financiers nets versés	-671	-756	-1 622
Rachats et reventes d'actions propres	7	-2	
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-6 221	0	-6 207
Dividendes payés aux minoritaires	0	0	-0,1
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-5 077	4 131	-9 575
Incidence des variations des taux de change	-21	-2	9
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de la trésorerie	-16 705	-13 142	6 673
Trésorerie d'ouverture	31 045	24 373	24 373
Trésorerie de clôture	14 340	11 231	31 045

L'incidence de variation du BFR sur la trésorerie de 10,6 milliers d'euros au titre de ce semestre est à rattacher à l'évolution des stocks. Une partie de cette évolution est en phase avec le cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Cependant, des mesures correctives ont été mises en œuvre pour que notre volume de stock retrouve son seuil normatif.

IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général



Christian ROUBAUD
Directeur Général Délégué
Administratif & Financier et Directions étrangères

X. Annexes aux comptes semestriels consolidés.

Note 1. – Informations générales

Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes Bricorama et Batkor en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 21a boulevard Jean-Monnet à Villiers-sur-Marne (94350).

La société est cotée sur le marché Alternext sous le numéro FR 00000054421 depuis le 25 juillet 2011, auparavant la société était cotée sur le marché d'Euronext compartiment B.

Ces états financiers consolidés semestriels ont été arrêtés le 25 septembre 2017 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2017 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues. Les principales estimations et hypothèses portent sur :

- ✓ Le calcul des provisions pour dépréciation des stocks ;
- ✓ Le calcul des engagements de départ à la retraite ;
- ✓ Les hypothèses d'évolution de l'activité au niveau du Business Plan et les tests d'impairment sur les goodwill.

Les filiales du groupe appartenant essentiellement à la zone euro (€), il n'y a pas lieu d'effectuer de calcul de conversion sauf pour Bricorama Asia Ltd intégrée en Hong-Kong dollars (HK\$).

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama comprennent les comptes de Bricorama SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bricorama SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15. Les variations de périmètre sont données en note 3. Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2017.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. La société Bricoried, qui exploite depuis début 2010 un magasin franchisé Bricorama, et la société Bouwmarkt Ypenburg BV sont consolidées par mise en équivalence ainsi que la SCl du Rond Point 12. Le groupe n'exerce en effet, aucun contrôle sur leurs fonctionnements, n'ayant pas de mandat et ne faisant pas partie de la Direction.

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette norme, le groupe a retenu 4 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe (cf. note 14). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les 4 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- activité en France pour l'exploitation des magasins en France, y compris l'activité franchise ;
- activité au Benelux pour l'exploitation des magasins du Benelux ;
- activité en Espagne pour l'exploitation des magasins en Espagne ;
- activité Asie relative aux opérations de sourcing.

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

▪ Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

▪ Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

▪ Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché

si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

▪ Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Contrats de location-financement

Tous les contrats de crédit-bail immobilier, de crédit-bail mobilier significatifs, de baux commerciaux et de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location-financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou, si cette valeur est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées (France, Benelux, Espagne).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des *free cash flows* sur cinq ans basée sur le plan d'affaires de la Direction. Le business plan n'intègre pas les effets des ouvertures de magasins ou des agrandissements futurs pour lesquels aucune dépense n'a encore été comptabilisée. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Le taux d'actualisation a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque évalué à 3,5 %, sur la base d'un taux déterminé par un bureau d'analyse financière indépendant qui correspond à une combinaison de taux observés sur différentes devises européennes et/ou des écarts de spreads souverains. Ce taux intègre donc une prime de taille. A ce taux sans risque est rajoutée une prime de marché et de risque pays.

2.3.7. Stocks et créances

2.3.7.1. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire et en fonction d'une analyse macro économique des ventes réalisées.

2.3.7.2. Créances

Les créances sur clients en compte : Il s'agit de quelques clients qui ne paient pas en caisse au comptant mais à échéance. Le risque là aussi est faible car ces créances clients concernent soit des Administrations (par définition sans risque), soit des artisans ou commerçants dont la créance est garantie par la COFACE.

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale et une provision spécifique est constituée pour les créances identifiées comme étant douteuses.

Dépréciation des créances échues : au regard de notre activité (paiement essentiellement comptant) le risque d'impayé est relativement faible sur nos encaissements.

2.3.8. Actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

a. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Point non applicable au groupe Bricorama.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

La société impute en capitaux propres les écarts actuariels non reconnus.

2.3.12. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu
Point non applicable au groupe : pas de stock option.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13. Impôts sur les résultats

1/. La loi de finance 2010 n° 2009-1673, a supprimé la taxe professionnelle et la remplace par la Contribution Economique Territoriale (CET), constituée de deux composantes qui s'additionnent :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE).

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est classée en impôt sur le résultat. Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

2/. Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

3/. Le groupe comptabilise le crédit impôt recherche (CIR) en déduction des impôts.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte Bricobonus, conformément à la norme comptable IFRIC 13.

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non liés à l'activité récurrente (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant significatif, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions. Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;

- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existantes à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	217 050,9	216 363,9
<i>Dont goodwill</i>	200 575,6	200 389,5
Immobilisations corporelles	275 817,1	270 849,9
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	-19 411,4	-19 093,2
<i>Dont goodwill</i>	-5 476,2	-5 476,1
Immobilisations corporelles	-193 477,9	-185 878,4
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	197 639,5	197 270,7
<i>Dont goodwill</i>	195 099,5	194 913,3
Immobilisations corporelles	82 339,2	84 971,5

L'évolution du poste immobilisations provient essentiellement des investissements informatiques et des investissements courants des magasins du groupe.

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Stocks de marchandises bruts	252 701,6	238 204,9
Provisions sur stocks	-2 326,3	-1 881,3
Stocks de marchandises nets	250 375,3	236 323,9

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises. Leur évolution résulte principalement des phénomènes de saisonnalité spécifiques aux stocks et aux variations de périmètre.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Clients et comptes rattachés	22 640,0	18 090,3
Créances sur personnel et organismes sociaux	777,8	746,9
Créances fiscales – hors IS	3 661,3	2 968,3
Comptes courants – actifs	2 155,2	2 083,8
Autres créances	28 971,3	34 805,9
Charges constatées d'avance	4 633,3	2 553,2
Total autres actifs courants	40 198,8	43 158,1
Provisions clients et comptes rattachés	-1 158,2	-984,7
Provisions autres créances et intérêts courus	-878,7	-1 387,4
Total des provisions	-2 036,9	-2 372,1
Autres actifs courants, clients et créances	60 801,9	58 876,3

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Valeurs mobilières de placement	0,1	0,1
Disponibilités	25 105,1	39 885,3
Total	25 105,2	39 885,4

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	108 334,4	116 700,1
Dettes sur immobilisations en location-financement	4 813,4	5 112,0
Emprunts et dettes financières diverses	417,6	374,3
Total des emprunts portant intérêt non courants	113 565,5	122 186,4
Dettes envers les établissements de crédit	26 687,3	26 367,5
Concours bancaires courants	36 020,5	24 328,5
Dettes sur immobilisations en location-financement	551,7	521,0
Total des emprunts portant intérêt courants	63 259,5	51 217,0
Total emprunts	176 825,0	173 403,4

6.3. Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Trésorerie et équivalent de trésorerie	25 105,2	39 885,3
Emprunts	176 825,0	173 403,4
Endettement net	151 719,8	133 518,1

L'endettement net au 30 juin 2017 s'élève à 151,7 millions d'euros contre 161,4 millions d'euros au 30 juin 2016 et 133,5 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Au cours de ce premier semestre, le groupe a remboursé 17,6 millions d'euros et a souscrit pour 19,4 millions d'euros d'emprunts nouveaux à moyen et court terme.

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

a. Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistantes.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2016
Change à terme	15 732,0		-681	
Achat d'euros contre devises				
Dont EUR/USD	15 732,0	0	0	0
Options de change				
Dont options EUR/USD				
Total options de change et change à terme	15 732,0	0	-681	0

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de positions en devises significatives non couvertes au bilan.

b. Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se finance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échange (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments telles que détaillées ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Notionnel		Valeur de marché	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2016
Couverture de flux de trésorerie	118 765	161 281	-3 476	-4 860
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	118 765	161 281	-3 476	-4 860

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit (les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an.) :

(en milliers d'euros)	31/12/2016			30/06/2017			Total juste valeur au 30/06/2017
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixe	40 000	121 281		10 000	108 765	0	-3 476
Caps achats							
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variable							
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variable/variable							
Total	40 000	121 281		10 000	108 765	0	-3 476

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Engagement envers le personnel	8 056,5	8 122,8
Autres provisions	1 195,4	1 125,7
Provisions non courantes	8 425,3	8 490,1
Provisions courantes	826,6	758,4
Total	9 251,9	9 248,5

L'évolution de ce poste est principalement liée à l'engagement de retraite.

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dettes fournisseurs	89 120,6	85 832,8
Dettes sur acquisitions actifs	7,8	7,8
Total fournisseurs et autres	89 128,4	85 840,6
Passif d'impôt courant	410,7	2 247,7
Dettes sociales	17 521,6	19 139,9
Dettes fiscales	5 530,3	5 825,5
Comptes courants - passif	6 117,0	8,1
Autres dettes	7 323,7	11 239,3
Produits constatés d'avance	127,5	169,4
Total Général	126 159,1	124 470,5

Note 10. – Chiffre d'affaires et marge commerciale.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016
Vente de marchandises	365 451,9	365 793,8
Coût d'achat des marchandises vendues	-230 727,2	-224 192,2
Marge commerciale	134 724,7	141 601,6

Le chiffre d'affaires stable par rapport au 1^{er} semestre 2016 a vu la quote-part des ventes internet se développer. Ceci, conjugué à des opérations promotionnelles importantes liées à la fidélité, explique en partie l'évolution du taux de marge qui passe de 38,7 % en 2016 à 36,9 % au cours de ce 1^{er} semestre 2017.

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016
Autres produits et charges d'exploitation	3 906,8	4 186,4
Total	3 906,8	4 186,4

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016
Plus ou moins values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	-1 816,3	-171,2
Variation nette des provisions pour risques et charges	36,0	25,4
Dépréciation d'actifs non courants et restructurations	-2 295,5	-542,5
Total	-4 075,7	-688,4

Ce poste intègre la fermeture d'un magasin en France et d'un magasin et du siège administratif en Espagne.

Note 13. – Charge d'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	30/06/2017
Résultat avant impôt	3 094,1
Impôt au taux normal France	1 065,3
Impôt réel	2 939,1
Ecart d'impôt	1 873,8
Effet des variations de taux d'imposition	-68,3
Effet des différences permanentes	741,1
Déficits reportables	1 403,0
Redressements fiscaux et autres différences	-202,0
Total	1 873,8

Note 14. – Compte de résultat sectoriel.

30/06/2016 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	247 735	105 815	14 130	0	0	-1 886	365 794
Autres produits de l'activité	9 967	1 143	4	1 092	0	-1 507	10 699
Achats consommés	-149 933	-68 337	-8 880	-20	0	2 979	-224 192
Charges externes	-41 129	-16 765	-2 988	-58	-2	415	-60 526
Charges de personnel	-46 743	-16 683	-2 367	-130	0	0	-65 923
Impôts et taxes	-6 285	-946	-14	-22	0	0	-7 267
Dotations aux amortissements	-4 876	-3 030	-354	-1	0	0	-8 260
Dotations aux provisions	-796	-62	-38	0	0	0	-896
Variation stocks d'encours et de produits finis	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	4 089	-39	136	0	0	0	4 186
Résultat opérationnel courant	12 030	1 096	-370	862	-2	0	13 615
Résultat sur cession de participations consolidées	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-654	2	-37	0	0	0	-688
Résultat opérationnel	11 376	1 098	-407	862	-2	0	12 927
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	89	103	0	0	0	0	192
Coût de l'endettement financier brut	-902	-46	0	0	0	0	-948
Coût de l'endettement financier net	-814	58	0	0	0	0	-756
Autres produits et charges financiers	-594	-432	-137	-5	7	-18	-1 179
Résultat avant impôt	9 969	724	-544	856	6	-18	10 993
Charges d'impôt	-3 354	-181	0	0	-2	0	-3 537
Quote-part de résultat mise équivalence	33	0	0	0	0	0	33
Résultat activités destinées à être cédées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net total	6 648	543	-544	856	4	-18	7 489
Part du groupe	6 647	543	-544	856	4	-18	7 488
Part des minoritaires	0	0	0	0	0	0	0

30/06/2017 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	243 044	111 179	12 316	0	0	-1 087	365 452
Autres produits de l'activité	11 370	523	69	812	0	-1 245	11 528
Achats consommés	-152 046	-72 402	-8 168	-11	0	1 899	-230 727
Charges externes	-41 229	-17 521	-3 029	-51	-2	434	-61 398
Charges de personnel	-44 475	-16 661	-2 412	-116	0	0	-63 663
Impôts et taxes	-5 912	-946	-15	-20	0	0	-6 893
Dotations aux amortissements	-4 930	-2 790	-330	0	0	0	-8 050
Dotations aux provisions	-1 393	-22	-33	0	0	0	-1 448
Variation stocks d'encours et de produits finis							
Autres produits et charges d'exploitation	3 913	-51	45	0	0	0	3 907
Résultat opérationnel courant	8 343	1 309	-1 556	613	-2	0	8 708
Résultat sur cession de participations consolidées							
Autres produits et charges opérationnels	-2 271	-1 205	-599	0	0	0	-4 076
Résultat opérationnel	6 071	104	-2 155	613	-2	0	4 632
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	75	111					185
Coût de l'endettement financier brut	-779	-77					-856
Coût de l'endettement financier net	-705	34	0	0	0	0	-671
Autres produits et charges financiers	-375	-378	-150	-1	6	-18	-915
Résultat avant impôt	4 991	-240	-2 305	613	4	-18	3 046
Charges d'impôt	-2 492	-445	0	0	-2	0	-2 939
Quote-part de résultat mise équivalence	47	0	0	0	0	0	47
Résultat activités destinées à être cédées							
Résultat net total	2 547	-685	-2 306	613	3	-18	155
Part du groupe	2 548	-685	-2 306	613	3	-18	156
Part des minoritaires	-1	0	0	0	0	0	-1

Note 14 bis. – Etat sectoriel de situation financière.

30/06/2017 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	1 166	1 357	17	0	0	0	2 540
Ecart d'acquisition	109 843	82 678	2 579	0	0	0	195 099
Immobilisations corporelles	48 292	28 783	5 264	1	0	0	82 339
Immeuble de placement	0	0	0	0	0	0	0
Participation entreprises associées	1 600	0	0	0	0	0	1 600
Autres actifs financiers non courant	87 880	-15 925	-2 799	-983	-2 706	-52 731	12 735
Actifs d'impôt non courant	0	396	340	0	0	0	736
Total actifs non-courants	248 780	97 289	5 399	-982	-2 706	-52 731	295 049
Stocks et en-cours	172 362	67 271	10 742	0	0	0	250 375
Clients et autres débiteurs	30 446	553	355	4 662	14	-14 549	21 482
Actifs d'impôts courants	2 660	21	0	0	0	0	2 681
Autres actifs courants	87 708	31 756	672	0	1 538	-82 354	39 320
Autres actifs financiers à la juste valeur	0	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	13 361	9 203	2 393	147	1	0	25 105
Total actifs courants	306 537	108 804	14 162	4 810	1 552	-96 903	338 963
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total actif	555 317	206 093	19 561	3 827	-1 154	-149 633	634 013

Capital	31 107	0	0	0	0	0	31 107
Primes liées au capital	13 412	0	0	0	0	0	13 412
Réserves	225 890	69 827	-24 484	3 190	-1 160	0	273 263
Résultats de l'exercice	2 548	-703	-2 306	613	3	0	156
Intérêts minoritaires	5	35	0	0	0	0	40
Total des capitaux propres	272 962	69 159	-26 789	3 803	-1 157	0	317 978
Emprunts et dettes financières	107 088	41 851	17 514	0	0	-52 887	113 565
Passif d'impôt non courant	2 423	1 375	0	0	0	0	3 798
Engagement envers le personnel	7 053	1 003	0	0	0	0	8 056
Provisions à long terme	856	0	340	0	0	0	1 195
Autres passifs non courants	0	0	0	0	0	0	0
Total passifs non courants	117 421	44 229	17 853	0	0	-52 887	126 616
Fournisseurs et autres créditeurs	71 638	17 565	14 447	24	3	-14 549	89 128
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	32 806	3 214	0	0	0	0	36 021
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	26 892	347	0	0	0	0	27 239
Passif d'impôt courant	209	202	0	0	0	0	411
Provisions (part à moins d'un an)	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs courants	33 391	71 377	14 050	0	0	-82 197	36 620
Total passifs courants	164 935	92 705	28 497	24	3	-96 746	189 419
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total passif	555 317	206 093	19 561	3 827	-1 154	-149 633	634 013

31/12/2016 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Ecart d'acquisition	109 657	82 678	2 579	0	0	0	194 913
Immobilisations incorporelles	1 060	1 281	16	0	0	0	2 357
Immobilisations corporelles	48 977	30 222	5 772	1	0	0	84 971
Participations entreprises associées	1 648	0	0	0	0	0	1 648
Autres actifs financiers	87 507	-15 926	-2 799	-961	-2 706	-52 731	12 384
Actifs d'impôt non courant	0	550	339	0	0	0	889
Total actifs non-courants	248 849	98 805	5 907	-960	-2 706	-52 731	297 163
Stocks et en-cours	161 655	63 479	11 189	0	0	0	236 324
Clients et autres débiteurs	24 928	1 402	220	3 905	0	-13 350	17 106
Autres actifs courants	87 284	35 151	1 067	1	1 546	-83 279	41 771
Actifs d'impôts courants	2	124	0	0	0	0	126
Trésorerie et équivalent de trésorerie	30 149	6 902	2 491	342	1	0	39 885
Total actifs courants	304 019	107 059	14 966	4 249	1 547	-96 630	335 211
Total actif	552 868	205 864	20 873	3 288	-1 159	-149 360	632 375

Capital	31 107	0	0	0	0	0	31 107
Primes liées au capital	13 412	0	0	0	0	0	13 412
Réserves	216 013	73 555	-23 312	2 184	1 168	0	267 272
Résultats de l'exercice	14 683	-3 819	-1 172	1 070	8	0	10 769
Participation ne donnant pas le contrôle	5	35	0	0	0	0	40
Total des capitaux propres	275 220	69 771	-24 484	3 254	-1 160	0	322 601
Emprunts et dettes financières	115 477	41 926	17 514	0	0	-52 731	122 186
Passif d'impôt différé	1 553	1 098	0	0	0	0	2 651
Engagement envers le personnel	7 050	1 073	0	0	0	0	8 123
Provisions à long terme	787	0	339	0	0	0	1 126
Total passifs non courants	124 867	44 096	17 853	0	0	-52 731	134 086
Fournisseurs et autres créditeurs	71 154	14 251	13 749	34	1	-13 350	85 841
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	19 993	4 336	-1	0	0	0	24 328
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	26 604	285	0	0	0	0	26 888
Passif d'impôt courant	2 077	171	0	0	0	0	2 248
Autres passifs courants	32 953	72 953	13 756	0	0	-83 279	36 382
Total passifs courants	152 780	91 996	27 504	34	1	-96 630	175 687
Total passif	552 868	205 864	20 873	3 288	-1 159	-149 360	632 375

Note 15. – Sociétés consolidées au 30/06/2017

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée	Sortie
France :						
Bricorama SA	Villiers	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997	
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G.	06/1997	
Brico 3 SAS	Villiers	480.441.534	100 %	I.G.	12/2004	
Eoliennes Bricorama 2 SAS	Villiers	487 603 714	100 %	I.G.	11/2005	
Bricoried SAS	Sélestat	424 833 739	49 %	M.E.E.	06/2008	
SCI Immobilière Bricallerie	Villiers	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009	
Galeries Lindoises SAS	Lalinde	330 345 380	100 %	I.G.	03/2009	
SCI Tamme	Soustons	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009	
SARL Léomille	Chemillé	503 536 633	100 %	I.G.	04/2010	
SAS Talos	Saint-Géréon	433 943 404	100 %	I.G.	01/2015	
SAS Rochefort Brico Loisirs	Rochefort	331 660 670	100 %	I.G.	01/2015	
Rouergue Bricolage SAS	Decazeville	480 460 393	100 %	I.G.	01/2015	
Afer SAS	Nice	426 580 122	100 %	I.G.	01/2015	

Frimont bricolage SAS	La Réole	332 522 705	100 %	I.G.	01/2015
Sodica SAS	Capdenac	442 265 260	100 %	I.G.	01/2015
Cahors Bricolage SAS	Nice	501 256 234	100 %	I.G.	01/2015
SCI Beauséjour	Marmande	341 054 450	100 %	I.G.	01/2015
SCI Girondaise	La Réole	353 301 724	100 %	I.G.	01/2015
SCI du Rond Point 12	Villeneuve d'Aveyron	428 737 803	50 %	M.E.E	01/2015
Promer SAS	Longuenesse	379 298 557	100 %	I.G.	07/2016
SCI du Sud	Villiers-sur-Marne	824 520 365	100 %	I.G.	12/2016
JC Invest One	Saint-Forget	480 648 864	100 %	I.G.	05/2017
Cool Jet	Orsay	480 825 645	100 %	I.G.	05/2017
Le Lisa Bressuirais	Bressuire	318 099 850	100 %	I.G.	05/2017
Bricodon	Guéméné-Penfao	393 478 227	100 %	I.G.	05/2017
Gabrielle	Jard-sur-Mer	434 046 652	100 %	I.G.	05/2017
Pouzauges Bricolage	Pouzauges	803 739 184	100 %	I.G.	05/2017
Moncoutant Bricolage	Moncoutant	808 660 914	100 %	I.G.	05/2017
À l'étranger :					
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997
Bricorama NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997
Bouwmar NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
CB Bouwmarkten NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Maz BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004
Megara BV	Leerdam	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004
Bricorama Méditerranée SL	Zaratan	Etrangère	100 %	I.G.	04/2004
Bricorama Iberia SL	Zaratan	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008
Hasco Bouwmarkt BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009
Bricorama Bouwmarkten II BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010
Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Raalte BV	Raalte	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Ypenburg BV	H.I. Ambacht	Etrangère	50 %	M.E.E	11/2011
Bricorama Asia Ltd	Hong-Kong	Etrangère	100 %	I.G.	09/2012

Note 16. – Evènements postérieurs à la clôture.

- Dans un communiqué du 5 juillet 2017, Bricorama SA (opérant sous enseigne Bricorama) et ITM Équipement de la maison (opérant sous les enseignes Bricomarché et Brico Cash) ont annoncé être entrés en négociations exclusives et avoir à cet effet signé un accord non engageant et préliminaire prévoyant l'acquisition, par la filiale du Groupement Les Mousquetaires, des activités françaises (Bricorama SAS et ses filiales) et espagnoles de Bricorama SA, ainsi que de son bureau de sourcing asiatique.

Préalablement à la cession, l'accord prévoit :

- ✓ Un apport des activités supports existantes dans Bricorama SA et nécessaire à l'exploitation des magasins Bricorama France, de l'entité juridique Bricorama SA à l'entité juridique Bricorama France SAS ;
- ✓ Le transfert des actifs immobiliers détenus par Bricorama France SAS ou ses filiales à Bricorama SA ;

L'Autorité De La Concurrence doit se prononcer sur l'opération au 4^{ème} trimestre 2017 ;

Un processus d'information consultation des Instances Représentatives du Personnel (IRP) a été initié le 17 juillet 2017.

- La reprise du magasin franchisé de Ploudalmézeau par une des filiales du groupe, Bricodon, au 02 octobre 2017.

Note 17. – Actifs et passifs éventuels.

Litige avec le bailleur sur la fermeture anticipée du magasin de Séville : en première instance, le tribunal a condamné le groupe Bricorama le 20 mars 2014 à indemniser le propriétaire à hauteur de 6,7 millions d'euros. Le groupe a fait appel de cette décision. Le groupe a été condamné en juillet 2015 au règlement de la somme de 8 666 412,50 euros. Au regard du dossier et après estimation du risque, la charge comptabilisée dans les comptes à fin 2015 s'élève à 7 250 000 euros dont 3 350 598,59 euros ont été payés en 2015 et 2 361 422 euros en janvier 2016. Le groupe s'est pourvu en Cassation devant la Cour Suprême de Madrid dont la position est attendue fin 2017.

Note 18. - Principales transactions avec parties liées.

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont (en euros) :

Sociétés concernées	Sociétés liées	Soldes au 30/06/2017		Mouvements au 30/06/2017		Engagements	Principale nature de la transaction	Garanties données ou reçues
		Actif	Passif	Total charges	Total produits			
Bricorama SA	La Maison du Treizième		900		45 101		Prestations	Néant
	La Maison du Treizième			338 394		311 582	Loyers/charges	
	La Maison du Treizième	112 651					Dépôts	
	Promo Brico				5 572		Prestations	
	Autres sociétés	2 182			12 682		Prestations	
Bricorama France SAS	La Maison du Treizième		98 138	9 729 510		8 417 412	Loyers/charges	Néant
	La Maison du Treizième	4 645 729					Dépôts	
	Promo Brico		17 315	2 800 742		2 621 409	Loyers	
	Promo Brico	1 388 275					Dépôts	
	Point Cadres et Bestove		10 956	1 500			Achats de Marchandises	
	Autres sociétés		1 955	829 006		382 974	Loyers/prestations	
	Autres sociétés	434 871					Dépôts	
Talos SAS	SCI Paros			137 345		359 772	Loyers	Néant
Rocheffort Brico Loisirs SAS	Brico Rocheffort SAS			193 265		146 744	Loyers	Néant
	Brico Rocheffort SAS	96 609	10				Dépôts	
Promer	SCI Catherine			23 770		25 318	Loyers	Néant
	SCI Rimbaud	48 811					Dépôts	

	SCI Rimbaud			74 218		74 959	Loyers	
Bricorama NV	Belgium Properties Retailers	21 785	82 157	946 738	21 785	5 250 810	Loyers/taxes foncières	Néant
	Wickes Land Development	3 651	24 800	222 998	3 651	1 750 740	Loyers/taxes foncières	
Maatschap Bouwmarkt Gent	Belgium Properties Retailers		10 500	120 480		563 186	Loyers/taxes foncières	Néant
	Wickes Land Development		4 400	59 520		486 893	Loyers/taxes foncières	
CB Bouwmarkten	Belgium Properties Retailers		2 800	90 890		638 055	Loyers/ taxes foncières	Néant
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers		7 300	105 355		298 087	Loyers/ taxes foncières	Néant
Boco NV	Belgium Properties Retailers		4 300	97 284		401 111	Loyers/ taxes foncières	Néant
Mekowa	Belgium Properties Retailers		13 700	133 580		801 296	Loyers/ taxes foncières	Néant
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers		13 000	121 180		541 826	Loyers/ taxes foncières	Néant
Bricorama BV	Immo Vastgoed Holland BV	30 407		930 082	105 407	14 310 477	Loyers/charges	Néant
	OFS Traders	7 689		7 689			Prestations	
	Godli Holding BV	3 688		3 688			Prestations	
	Goldi Beheer	1 575		1 575			Prestations	
	Goldi Vastgoed	3 892		3 892			Prestations	
	Kodden Raalte	2 314		2 314			Prestations	
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV			724 424		9 142 931	Loyers	Néant
Megara BV	Immo Vastgoed Holland BV			154 195		2 041 530	Loyers	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV			129 262		396 902	Loyers	Néant
	OFS Traders			533 874		4 700 229	Loyers	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Immo Vastgoed Holland BV			88 113		2 311 732	Loyers	Néant
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			130 969		1 607 405	Loyers	Néant
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Goldi Vastgoed Apeldoorn BV			270 271		2 199 999	Loyers	Néant
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploit. Mij BV			109 344		1 707 953	Loyers	Néant
Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV	33 950		108 767		1 218 187	Loyers	Néant
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV	83 770		147 273		1 649 456	Loyers	Néant
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV			160 680		1 799 616	Loyers	Néant

Bouwmarkt Ypenburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			133 438		3 336 165	Loyers	Néant
--------------------------	-----------------------------	--	--	---------	--	-----------	--------	-------

Les montants présentés ci-dessus intègrent les loyers, les refacturations de taxes foncières et les refacturations de charges lorsque celles-ci sont prévues au bail.